

DROGUE : UN AUTRE REGARD

par Sam STALEY

Vice-Président, Buckeye Center (Dayton, Ohio)

Tout le monde est contre ; personne ne songe à soutenir l'idée que dépenaliser la consommation de drogues aurait des effets positifs sur la société. Les effets négatifs qu'entraîne son utilisation - criminalité, marginalisation, propagation du SIDA, etc - sont souvent visibles. Dès lors, peut-on douter de ce que la drogue est un fléau qu'il faut combattre à tout prix et par n'importe quel moyen ? Pas si sûr.

Le texte qui suit explique le fonctionnement de l'économie de la drogue, présente les conséquences encore mal connues qu'une légalisation est susceptible de produire, et rectifie bon nombre de malentendus et de mythes concernant la nature des stupéfiants et de leur consommation, afin d'essayer d'apaiser les passions qui enveniment inutilement le débat.

Préconiser la dépenalisation ne signifie aucunement une indifférence aux souffrances des toxicomanes, ni que l'on banalise les dangers qu'implique la consommation de stupéfiants. Or, il est clair que l'approche actuelle - la répression - coûte de plus en plus cher et qu'elle reste largement impuissante devant les dégâts produits par l'existence d'un marché illégal de la drogue. Un regard sur les statistiques suffit pour s'en convaincre. En outre, et c'est ici que réside un problème beaucoup plus grave, la « guerre » contre la drogue tend à justifier l'emploi de n'importe quel moyen, et cela quelles qu'en soient les conséquences sur l'intégrité de l'individu, sa vie privée, sa propriété et ses droits.

La répression revient à prendre le problème par le mauvais bout. Il serait peut-être temps d'examiner attentivement les arguments de la dépenalisation et d'analyser comment agir sur la demande, plutôt que sur l'offre. En tout cas, il ne sert à rien d'empêcher un vrai débat sur cette question qui mérite une analyse aussi large et ouverte que possible.

*Nous espérons y contribuer en présentant ce texte inédit qui reprend les propos développés à Paris, lors d'une conférence en mai 1994, par Sam STALEY, auteur de **Drug Policy and the Decline of American Cities** (New Brunswick, Transaction Publishers 1992). La traduction adaptée a été réalisée par Louis-Vincent GAVE.*

Henri LEPAGE

Dans son ouvrage On Liberty, John Stuart Mill explique que le danger qui menace la marche vers le progrès de l'espèce humaine est la croissance d'une certaine forme de paternalisme qui légitimerait l'intervention des forces politiques dans la vie de l'individu.

A l'étude des faits, ces craintes développées par le philosophe anglais à l'époque victorienne paraissent amplement justifiées. Depuis la grande dépression des années trente, les gouvernements des pays occidentaux ont pris pour modèle politique l'Etat-Providence, avec protection "*du berceau au tombeau*" pour tous les citoyens. Le paternalisme étatique est aujourd'hui présent partout : l'Etat s'occupe de notre santé, de la scolarité des enfants, aide financièrement les entreprises, les exploitants agricoles, les pêcheurs etc...

Parmi les nombreuses mesures qui permettent à l'Etat de substituer sa volonté à celle des individus, la prohibition de la drogue représente l'une des mesures les plus paternalistes. Comme une mère interdit à son enfant de manger trop de sucreries car elle sait que c'est mauvais pour ses dents, l'Etat interdit à ses citoyens de consommer des stupéfiants sous prétexte que ces produits sont mauvais pour leur santé. Paradoxalement, les citoyens sont considérés comme assez intelligents pour voter et donc choisir un programme électoral qui va influencer le pays entier, mais ils ne le sont pas assez pour prendre des décisions cohérentes (qui ne toucheront qu'eux) quand cela concerne la drogue.

Cette politique paternaliste se justifie parfois avec des arguments pseudo économiques. La répression serait nécessaire afin d'éviter une explosion des coûts de la Sécurité Sociale. Les hommes politiques estiment en effet que la dépénalisation entraînerait une envolée de la consommation qui se traduirait par une explosion des coûts médicaux puisque la drogue, dans leurs esprits, est un produit toxique pour l'organisme. En même temps, une hausse de la consommation entraînerait une chute de la productivité. Avec la dépénalisation, nous serions confronté à une situation catastrophique où, d'un côté les coûts de la Sécurité Sociale exploseraient et de l'autre les rentrées chuteraient car les gens ne seraient plus aussi productifs. Afin de maintenir l'équilibre précaire des comptes de nos sécurités sociales, il est donc nécessaire de tout faire pour ne pas favoriser l'usage de la drogue.

Cet argument des coûts médicaux est classique car il est toujours l'un des piliers sur lequel se construit l'intervention de l'Etat dans la vie privée des individus. Ainsi,

l'interdiction de publicité pour l'alcool ou la cigarette, le port obligatoire de la ceinture de sécurité, la pénalisation de la drogue se justifient tous par un désir de limiter les coûts de la Sécurité Sociale. Apparemment, la Sécurité Sociale est un nouveau veau d'or devant lequel nous n'hésitons pas à sacrifier même notre liberté.

La politique paternaliste se justifie aussi par la nature soit disant particulière de la drogue. Elle serait profondément dangereuse pour l'organisme ; le consommateur développerait rapidement une dépendance qui le conduirait au cimetière plus vite que ses amis. *A partir du moment où un individu touche à la drogue, il ne pourrait plus faire de choix rationnels. L'Etat doit donc se substituer à lui.*

LES COÛTS FINANCIERS DE LA POLITIQUE DE REPRESSION

Un roi fit venir un économiste. Celui-ci arriva avec une encyclopédie en 18 volumes ; le roi le fit mettre à mort. Le second arriva avec un gros dictionnaire ; le roi le chassa. Un troisième vint et dit : *"Sire, un repas gratuit, cela n'existe pas"* ; le roi le nomma premier ministre.

Cette parabole que Milton Friedman aime raconter nous rappelle que la loi la plus importante en économie est que toute politique a un coût : il n'existe pas de repas gratuit. La politique actuelle vis-à-vis de la drogue découle de l'idée que son coût est plus faible que le coût qu'engendrerait une dépénalisation ; les bénéfices seraient supérieurs aux inconvénients. Or, une étude précise des coûts financiers, sociaux et humains qui découlent du statut illégal de l'usage des stupéfiants montre qu'ils sont si importants qu'il est invraisemblable de penser que la société économise de l'argent par sa politique de répression.

Le premier coût, facile à évaluer, est l'ardoise produite par les services de police, de douane ou de garde-côtes dans leur lutte contre la vente et la consommation de drogues. Ce seul coût a été évalué à plus de 12 milliards de dollars pour l'année 1990 sur l'ensemble du territoire américain ; une somme coquette déboursée par les municipalités, les autorités des différents Etats et le gouvernement fédéral. Chaque année, 12 milliards de dollars sont dépensés aux Etats-Unis et n'engendrent aucune création de richesse, aucun plaisir, aucun progrès pour la société.

Ces 12 milliards de dollars déboursés par le contribuable américain servent à arrêter un nombre impressionnant d'individus : aujourd'hui les arrestations de drogués et de trafiquants dépassent toutes les autres catégories (violeurs, cambrioleurs, escrocs...). Les seules arrestations de consommateurs de marijuana se montent à un million par an, celles de consommateurs de cocaïne et de crack à 200 000.

Le nombre des arrestations est ainsi l'une des causes principales des retards juridiques qui font qu'un individu a parfois à attendre plus d'un an avant d'être jugé pour un délit. La politique de répression nourrit donc non seulement un nombre impressionnant de policiers ou de gardes côtes mais aussi une armée de juges, d'avocats etc ... Il n'est pas difficile de percevoir que ce qui est gagné en économies (hypothétiques) dans le domaine de la santé est perdu immédiatement dans le simple processus de répression et des formalités juridiques.

Les arrestations sont si nombreuses que, d'ici à la fin du siècle, plus de la moitié de la population carcérale fédérale américaine servira une peine pour des délits de consommation ou de commerce de drogue. Or, un prisonnier américain coûte en moyenne chaque année 20 000 dollars à la collectivité ; il y a là un véritable gâchis puisque des milliers de jeunes gens se retrouvent incarcérés au lieu de contribuer à la formation de richesses et que la société débourse 20 000 dollars par an par individu pour les entretenir.

De plus, l'arrestation systématique de tous les trafiquants ou des consommateurs a créé un véritable problème de surexploitation des capacités pénitentiaires. A cause de la surpopulation des prisons, nous plaçons nos concitoyens, dont le seul crime est de connaître des plaisirs différents des nôtres, dans des conditions de vie à la limite de l'indécence et nous relâchons de vrais criminels dans la nature car nos prisons sont surpeuplées. Les lois que nous nous imposons nous coûtent très cher et sont dénuées de sens.

Une dépénalisation n'entraînerait pas pour les finances de l'Etat de lourdes pertes mais au contraire d'importantes économies qui pourraient redonner une marge de manoeuvre à nos Etats-Providence surendettés. Néanmoins, *"plaie d'argent n'est pas mortelle"* et l'on pourrait penser que si la répression contre la drogue n'était gênante qu'à cause d'un coût financier important, il n'y aurait pas de quoi vraiment s'affoler ; après tout ce serait un mauvais investissement comme un autre de la part de l'Etat (Air France, Bull, subventions agricoles...). Malheureusement, la liste des coûts engendrés par la répression anti-drogue dépasse le seul cadre financier.

LES COUTS SOCIAUX DE LA POLITIQUE DE REPRESSION

A Washington D.C., un policier passe en moyenne 19 jours par mois à expliquer devant les tribunaux les arrestations qu'il a effectuées ; sur ces 19 jours, plus de 14 sont consacrés à témoigner sur des affaires touchant à la drogue. La politique de répression empêche dans nos grandes villes que les policiers accomplissent leur devoir ; c'est à dire de protéger nos biens et nos personnes. Aujourd'hui, la majeure partie du temps de travail des membres des forces de l'ordre est consacré à poursuivre les toxicomanes et à témoigner afin de les envoyer en prison. Cette priorité, qui déplaît souvent aux policiers, découle d'un choix politique et non d'une nécessité. Contrairement à l'alcool, il n'existe aucun lien direct entre consommation de drogue et comportement criminel ou agressif (mis à part le crack).

Le fait que les policiers ne soient plus dans les rues à assurer notre protection fait que l'Etat ne remplit plus l'une de ses fonctions régaliennes primordiales. L'Etat a démissionné ; il n'assure plus la protection de ses citoyens. Cette démission de l'Etat impose aux individus un nouvel impôt puisque ceux qu'ils payent sont devenus insuffisants pour garantir leur sécurité. Ce nouvel impôt (qui prend la forme de salaires de gardiens d'immeubles, de vigiles pour les magasins, de polices privées pour les entreprises, de gardes du corps) représente une charge supplémentaire pour les ménages et les entreprises et comme tout impôt, il freine la croissance économique.

La création d'un nouvel impôt n'est pas l'aspect le plus dérangeant de la politique de répression ; la démission des forces de polices signifie qu'il apparaît inexorablement au sein de nos sociétés une inégalité face au crime. Les plus riches ou les plus grandes entreprises peuvent se permettre de payer le salaire d'un homme de garde qui assure la protection des personnes et des biens qui lui sont confiés, mais nos compatriotes issus de classes plus modestes ou propriétaires de petits magasins de quartier n'ont pas les moyens de s'offrir une protection que l'Etat, par les impôts que nous lui payons, leur doit. *La politique de répression nourrit ainsi la croissance d'une situation d'anarchie. Or en situation d'anarchie, ce sont toujours les plus faibles qui souffrent le plus.*

LES PROGRES DE LA CRIMINALITE

Comme vendre de la drogue est un métier à haut risque, et comme celle-ci est rare et difficile à trouver, son prix est très élevé. Ainsi, le gramme d'héroïne en provenance du Pakistan est vendu dans les rues de Londres à un prix de 200 à 1000 fois supérieur à son prix de production. Ce prix élevé et les perspectives de profits immenses et rapides qui en découlent ont des conséquences sociales fâcheuses.

Le prix de la drogue étant surélevé à cause de la politique de répression, de nombreux toxicomanes se ruinent pour satisfaire leurs besoins. L'Etat a mis en place un système de transfert de richesses entre un consommateur (qui pourrait être n'importe qui) et un trafiquant, toujours issu des milieux criminels. Par sa politique de répression, l'Etat fait la richesse de centaines de petits criminels et la fortune des barons de la drogue ; les lois anti drogues font le bonheur des trafiquants assez intelligents pour ne pas se faire prendre.

Ces mêmes lois provoquent malheureusement plus que la ruine des toxicomanes puisque plus de 40% des vols, des agressions ou des atteintes à la propriété sont causés par des drogués cherchant de l'argent pour subvenir à leurs besoins. La corrélation entre le prix de la drogue et la criminalité est telle que l'on constate, dans les grandes villes des Etats Unis, qu'une augmentation du prix de la drogue de l'ordre de 10% entraîne un progrès de la criminalité de 5%. Aux Etats-Unis, les crimes accomplis par des toxicomanes coûtent chaque année plus de 8 milliards de dollars à la communauté.

Alors que la répression paralyse les forces de l'ordre chargées de la protection des biens et des personnes, elle encourage en même temps l'activité des criminels.

La nature illégale du marché de la drogue et son importance financière (la drogue représente un marché de 500 milliards de dollars chaque année à travers le globe) sont des sources de violence intarissables. Comme le marché de la drogue est un marché noir, il n'existe aucune autorité compétente et aucune institution capable de faire la part des choses entre deux trafiquants ou consommateurs ; les litiges se règlent donc à coups de fusils. La loi du plus fort remplace le règne du droit. Ainsi entre 8000 et 10 000 assassinats ont lieu chaque année aux Etats-Unis en relation avec le commerce de la drogue ! Parmi ces milliers de tués et les innombrables blessés on dénombre évidemment de nombreux trafiquants mais aussi des enfants, de simples passants qui se trouvaient au mauvais endroit lorsqu'une fusillade a éclaté.

Le recours aux armes ne sert pas seulement à régler les différends entre clients ou fournisseurs. Les Ouzis ou autres Kalaschnikovs sont aussi très utiles pour éliminer la concurrence ; un trafiquant possède un certain quartier et les concurrents sont vite éliminés.

Parfois, les trafiquants sont obligés de se regrouper en bandes afin d'assurer leur domination sur un quartier. On assiste alors à une situation de véritable guérilla urbaine comme c'est le cas dans les faubourgs sud-ouest de Los Angeles, où des gangs entiers armés jusqu'aux dents s'affrontent. Cette violence a tué pendant les quelques mois de la Guerre du Golfe plus de jeunes américains que les troupes irakiennes. En faussant les règles du marché, l'Etat favorise les phénomènes de marginalisation.

L'essentiel du commerce de la drogue se fait dans de grandes villes pour des raisons logistiques. Les trafiquants ont en effet besoin d'un certain anonymat (ce qui est garanti dans les grandes villes), à proximité des points de livraisons (aéroports, gares et ports), et surtout d'une clientèle relativement importante. Or, là où le commerce de drogue arrive, la violence suit et déclenche un processus de "*ghettoisation*" avec fuite des éléments les plus productifs (entreprises, familles...) et arrivée et prolifération d'éléments louches. Ce phénomène qui frappe les centres villes aux Etats Unis ou déclenche la création de ghettos dans les banlieues, divise nos pays en zones géographiques peuplées les unes de gens riches et paisibles, les autres de gens violents et pauvres. Cette division peut entraîner de véritables catastrophes, comme les émeutes de mai 1992 de Los Angeles l'ont montré. Il se développe ainsi de véritables poches de gangrène qui compromettent l'équilibre social, où les forces de l'ordre n'osent plus se rendre, où les enseignants ne peuvent plus accomplir leur mission, où la criminalité règne, etc ...

L'illégalité de la drogue (et non la consommation de stupéfiants) est la cause de la montée de la violence dans nos villes depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Elle entraîne la paupérisation de certains quartiers, et déclenche un sentiment d'insécurité générale.

Malgré ces conséquences catastrophiques et ces coûts énormes, la pénalisation demeure une priorité car, nous dit-on, il faut "*protéger les jeunes*". En effet, les esprits bien pensants des médias, de la politique ou de l'enseignement s'accordent pour dire que la drogue est un fléau qui dévie l'attention des étudiants, ruine leur santé et anéantit leurs chances de promotion sociale ou de développement intellectuel.

Or, quelles sont les conséquences de la répression si ce n'est ce qui vient précisément d'être énoncé. La répression entraîne l'enrichissement rapide et à peu d'efforts des

trafiquants. Ces mêmes trafiquants se promènent dans les quartiers défavorisés avec des voitures luxueuses et neuves et n'hésitent pas à étaler leur argent facilement et malhonnêtement gagné. Dans de telles conditions, pourquoi un jeune de quinze ou seize ans resterait-il à l'école ? Pourquoi étudierait-il puisque avec quelques "*deals*", il peut payer un loyer que ses parents ont du mal à acquitter ? Ainsi, il quitte l'école et pendant quelque temps vivra du trafic des stupéfiants. Néanmoins, il arrêtera ce trafic après quelques années, comme la majorité des dealers, et il se retrouvera donc sans formation intellectuelle ou professionnelle valant quelque chose sur le marché du travail. Il s'inscrira probablement au chômage, et représentera encore un coût supplémentaire pour la société.

Le véritable frein à l'ascension sociale n'est pas la consommation de drogue (d'ailleurs la majorité des jeunes consommateurs de marijuana aux Etats-Unis sont issus de classes moyennes et bourgeoises ; la classe sociale n'a rien à voir avec la consommation de drogue) mais l'argent facile créé par la répression. Les profits liés au commerce de la drogue sont l'une des causes fondamentales de la panne de "l'ascenseur social". Les membres les moins fortunés de la société n'ont plus comme symbole de réussite que les trafiquants du quartier ; comment, dans de telles conditions peut-on espérer qu'ils s'en "sortent" ?

La désertion chaque année de milliers de nos jeunes, souvent les plus malins et les plus habiles, vers le commerce de la drogue compromet la marche vers le progrès. Une société où de plus en plus de jeunes se tournent vers des activités illégales, et un commerce qui n'élève aucunement l'esprit, est vouée à la stagnation.

De plus, d'un point de vue un peu plus abstrait, comment peut-on espérer améliorer le développement intellectuel des jeunes si nous leur interdisons tout ce qui n'est pas positif pour eux. Sans liberté de se tromper, il n'existe pas de liberté ; il n'existe pas non plus de progrès. Adam, lui, avait la possibilité de manger la pomme ; nos jeunes eux, n'ont pas la possibilité de fumer des joints. Notre société est aujourd'hui plus paternaliste que Dieu ne l'était envers sa création ; nous sommes plus "*royalistes que le roi*".

Pour l'économie de nos pays, l'ampleur du marché de la drogue est un phénomène alarmant puisque le commerce en est basé entièrement sur l'attrait de profits à court terme. On entre très jeune dans le commerce des stupéfiants et on en sort jeune (la majorité des trafiquants ont moins de 25 ans). Or tout, dans notre système économique, repose sur le long terme, que ce soit la formation des individus ou l'accumulation du capital. Il existe donc une contradiction au sein de nos économies entre les marchés traditionnels et le

marché de la drogue, l'un des plus importants. *La politique de répression contribue à la croissance d'un modèle économique qui s'oppose à celui que nous avons formé à travers les siècles.*

Les immenses profits liés au commerce de la drogue entraînent une véritable érosion de nos systèmes de valeurs. La violence est acceptée dans nos villes comme normale, l'éducation et le travail ne sont plus considérés comme des moyens de promotion sociale ou des valeurs suprêmes, les relations parents-enfants sont perverties puisqu'un fils de 15 ans gagne avec quelques deals par mois autant que son père. Une contre-culture est née qui glorifie la violence, le profit à court terme, facile et sans travail ; qui remplace le droit par la loi du plus fort. Cette évolution est inquiétante car elle compromet les fondements mêmes sur lesquels repose notre société.

LES COÛTS HUMAINS

En voulant protéger les toxicomanes contre eux-mêmes, l'Etat a provoqué des centaines de milliers de nouvelles victimes (personnes assassinées, victimes de vols etc...). Les toxicomanes, quant à eux se retrouvent dans des situations précaires. *Non seulement la politique de répression ruine nos drogués, mais elle met aussi en danger leur santé et leur vie.*

Aux Etats-Unis, sur les 5 000 morts d'overdoses par an, plus de 80% sont le résultat de prises de produits impurs. Afin d'augmenter leurs profits, les trafiquants n'hésitent pas à "couper" leurs produits avec de la quinine, de la farine ou même du savon, ce qui entraîne inexorablement des accidents terribles pour le consommateur. Ces accidents sont une conséquence directe du statut illégal des stupéfiants ; il n'existe aucun bureau de réclamation pour produits défectueux, aucune norme de sécurité, aucune possibilité de pouvoir traîner devant les tribunaux un producteur inconscient, aucune association de consommateurs qui puissent mettre en garde contre les bons ou mauvais commerçants. *Ainsi, la politique de répression qui est supposée s'attaquer aux trafiquants et protéger les toxicomanes malgré eux, renforce en fait la position des premiers, fragilise les seconds et fait des milliers de victimes innocentes.* Aujourd'hui, à cause de l'Etat qui a faussé les lois du marché, un trafiquant peut vendre n'importe quoi à un prix exorbitant, ruinant ainsi à la fois les finances et la santé des toxicomanes.

Un autre chiffre alarmant est celui des 3 800 personnes, qui, chaque année aux Etats Unis attrapent le SIDA parcequ'ils ont utilisé des seringues non stériles. Ces personnes vont connaître, et transmettre, l'une des morts les plus horribles. Elles représenteront aussi un coût médical bien plus important que celui des toxicomanes. En voulant se protéger d'un coût médical, la société s'en impose un autre plus important et détruit un nombre de vies difficile à chiffrer. Elle contribue surtout à la propagation d'un virus qui entraîne les malades dans une véritable descente en enfer.

L' argument qui nous présente la pénalisation comme un refus de la société d'accepter une perte de productivité de la part de certains de ses membres est tout aussi fallacieux. En effet, les défenseurs de cette thèse réclament ni plus ni moins l'instauration d'un Etat policier qui aurait pour mission de s'assurer que chacun d'entre nous opère à rentabilité maximale. Sous un tel régime nous devrions envoyer au goulag les individus qui ne veulent pas travailler et qui se moquent de mener une existence précaire.

De plus, les défenseurs de cette thèse sont aveugles à la réalité présente ; la véritable perte de productivité provient du fait que les drogués doivent passer bien des heures inutiles à chercher les produits dont ils ont besoin et à s'assurer de leurs qualités. S'ils ne passaient pas des heures à trouver leurs produits, puis des heures à se remettre des effets du mauvais produit qu'ils ont consommé, les toxicomanes seraient bien plus productifs et pourraient assumer des positions tout à fait normales dans la société.

LA CROISSANCE D'UN ETAT POLICIER

Le spectre d'un Etat policier que nous évoquions à l'instant devient, à cause de la guerre contre la drogue, petit à petit une réalité. *Au nom d'une croisade contre le trafic et la consommation des stupéfiants, l'Etat s'octroie des droits nouveaux et change les lois qui assuraient la liberté individuelle ou le respect de la propriété ; les lois mêmes pour lesquels nos ancêtres se sont battus avec acharnement et qu'aujourd'hui nous laissons transgresser sans dire un mot.*

Ainsi, la Magna Carta qui fut imposé à Jean sans Terre par les barons anglais en 1215 garantissait les droits de propriété des particuliers et interdisait au roi de confisquer les biens de ses sujets. La Magna Carta explique en grande partie le rôle pionnier de l'Angleterre dans le développement de la croissance économique aux 16ème et 17ème siècles.

Ironiquement, les citoyens américains bénéficient aujourd'hui de moins de garanties quant à la possession de leur patrimoine que les Anglais du XIII^{ème} siècle. En effet, toute personne soupçonnée de posséder jusqu'à une graine de marijuana peut être dépossédée de ses biens par l'Etat américain avant même d'être condamnée. Le père de famille dont le fils fait une soirée chez lui en l'absence de ses parents et où de la marijuana est offerte aux invités, peut donc se retrouver dépossédé de sa maison comme le propriétaire d'un yacht dont l'un des marins fumerait du cannabis dans sa cabine.

Le recul des droits de la propriété privée n' est qu'un aspect de l'hystérie qui accompagne aujourd'hui la lutte contre la drogue et qui permet tous les excès. Toujours aux Etats-Unis, un suspect devant répondre à l'accusation de possession ou de trafic de drogue peut perdre le droit de choisir son avocat. Cette perte du droit de représentation est unique dans la loi américaine ; même les violeurs, les assassins, les kidnappeurs conservent le droit de choisir celui qui mettra au point leur défense.

La levée du secret bancaire, les écoutes téléphoniques, les fouilles corporelles des services de douanes sont autant d'exemples d'intrusions, plus ou moins gênantes, dans la vie des particuliers. La guerre contre la drogue excuse toute intrusion de l'Etat dans la vie privée des individus. Ces intrusions constantes, et que nous acceptons, représentent un recul impressionnant pour la liberté.

Les forces de répression utilisent dans leur combat contre la drogue de tels procédés qu'aux Etats-Unis on évoque déjà dans les milieux juridiques *"the Drug exception to the Fourteenth Amendment"*. Les drogués et les toxicomanes n'ont pas le droit (comme les Noirs ou les Indiens autrefois) à une action en justice normale ! Les pères fondateurs doivent s'en retourner dans leurs tombes.

Ces intrusions humiliantes et ce dédain pour les droits individuels apparaissent inévitables à partir de l'instant où l'on donne toute priorité à la lutte contre la drogue pour une raison simple : contrairement aux autres crimes, il n'y a pas de victime pour porter plainte, pas de témoin pour accuser un drogué. La police est donc obligée d'aller au devant des drogués et de chercher les preuves là où elle croit qu'elle peut en trouver. *Cette recherche permanente de preuves et de coupables produit un éclatement du mur d'intimité de la vie privée des citoyens.*

Le fait qu'il n'existe pas de victimes pour porter plainte souligne l'aspect particulier de la législation contre la drogue. Nous pouvons en effet nous poser des questions sur la réalité d'un crime qui ne fait aucune victime. Il semble évident que l'Etat dépasse son mandat et se permet de légiférer dans le domaine de la vie privée ; la législation contre la consommation et la vente des stupéfiants est immorale.

La pénalisation des stupéfiants augmente les frais médicaux des toxicomanes, gangrène les fondements de notre Etat de droit, tue des milliers de personnes chaque année, compromet la paix civile, favorise la propagation du virus du SIDA, attaque la liberté et donc le progrès. D'un point de vue économique, la politique de répression n'est pas une bonne politique. C'est aussi une mauvaise politique car elle ne résoud en rien le problème de la consommation.

L'ECHEC DE LA POLITIQUE DE REPRESSION

Malgré le dispositif de répression mis en place depuis la fin de la première guerre mondiale par la majorité des pays, plus de 55% des citoyens des pays de l'Union Européenne, comme 56% des lycéens américains, auraient au moins une fois touché à la drogue ; 85 % de ces mêmes lycéens estiment qu'ils pourraient se procurer de la drogue sans aucune difficulté. Dans la capitale américaine, il y a plus de marchés de drogue en plein air qu'il n'existe de supermarchés ou d'épiceries ; acheter de la marijuana ou du crack est plus facile que d'acheter du lait ou un morceau de fromage devant les marches de la Maison Blanche !

Ces quelques chiffres reflètent à quel point le commerce de la drogue, malgré (et probablement à cause de) la répression, a réussi à s'implanter. La drogue est une réalité qui nous entoure, elle est présente partout. Si nous devons juger la politique de répression à sa capacité à réduire l'offre, ce qui est son objectif, nous pourrions conclure que la politique de répression est un échec complet. Malgré 75 ans de pénalisation et de répression intense, l'offre n'a jamais été aussi importante.

Confrontés à ce constat d'échec et à toutes les conséquences négatives évoquées ci-dessus, des responsables de la police britannique ont déclaré en mai 1994 qu' *"ils avaient gagné bien des batailles mais perdu la guerre contre la drogue ... il faut légaliser"*. Ces propos, qui firent grand bruit dans le monde anglo-saxon furent relayés par le directeur d'Interpol qui exprimait, lui aussi une semaine plus tard, le désir de voir la vente de tous les stupéfiants légalisée. De plus en plus d'experts confrontés à la réalité du terrain (policiers,

médecins, etc ...) défendent l'idée d'une politique moins sévère vis à vis des stupéfiants. Ils se rendent compte des dégâts causés par la répression et réalisent que le combat est perdu d'avance.

Les termes utilisés pour évoquer le problème de la drogue sont très significatifs : on parle de guerre, de croisade, de batailles, de victoires ou de raids ; la terminologie militaire est utilisée sous tous ses aspects. Néanmoins, bien que la lutte contre le commerce de la drogue prenne souvent des aspects guerriers (comme peuvent en témoigner les Indiens de Bolivie ou de Colombie qui ont vu les hélicoptères de l'armée américaine s'abattre sur leurs champs de coca) *on peut se demander, à la lumière des faits évoqués, si la guerre contre la drogue n'est pas plutôt une guerre menée par les hommes politiques contre les citoyens. Ce sont les citoyens respectueux de l'ordre qui souffrent le plus de la politique de répression tandis que les grands bénéficiaires sont les trafiquants mais aussi les fonctionnaires qui y ont gagné le droit d'interférer avec la vie privée des gens.*

Comme nous parlons de guerre lorsque nous parlons du problème de la drogue, nous nous permettons une comparaison facile entre la guerre contre la drogue et la guerre du Vietnam. En effet, ces deux guerres ont résulté d'un choix politique et non d'une nécessité de survie ; dans les deux cas nous retrouvons un conflit bâtard de guérilla, et une réticence à prendre toutes les mesures susceptibles de conduire à une victoire finale ; enfin, dans les deux cas, l'accumulation des victoires sur le terrain ne sape aucunement les forces de l'ennemi.

La pénalisation de la drogue aux Etats-Unis (Harrison Act) comme dans le reste du monde développé (Congrès International de la Haye) date de la période entourant la première guerre mondiale. Elle prit les quelques toxicomanes de l'époque par surprise, car aucune étude n'était parue sur les effets de la drogue, et cette décision ne répondait à aucun réel besoin de la société. Il s'agissait tout simplement d'une décision politique à l'heure où les Etats-Unis, avec la prohibition de l'alcool, connaissaient leurs heures de puritanisme les plus ferventes. De même, les Etats-Unis entrèrent dans l'engrenage de la guerre du Vietnam sans tirer les leçons de l'expérience française, sans connaître la réalité du terrain, et en faisant preuve d'un "*fanatisme*" quelque peu aveugle.

Pour envisager une victoire au Vietnam, il aurait fallu dès le début bombarder le Nord du pays, ce que le Président Johnson, par peur d'une escalade avec la Chine et l'Union Soviétique, refusait de faire. A défaut de mener une guerre totale, les Etats-Unis se sont donc empêtrés dans une guérilla ingagnable. De même, le seul moyen de gagner la guerre

contre la drogue serait une répression totale comme celle que pratique Singapour : toute personne en possession d'une dose même minime de stupéfiant est condamnée à mort. Ainsi, les drogués sont exécutés et ne propagent pas leur mal au sein d'une société terrorisée.

La solution Singapouraise est la seule qui pourrait faire disparaître la drogue et les drogués. Mais, nous vivons dans des systèmes démocratiques où un tel niveau de répression est inacceptable. La seule autre solution serait évidemment de dépénaliser. N'importe quelle solution bâtarde aura les mêmes conséquences que les solutions bâtardes pratiquées au Vietnam par les présidents Johnson et Nixon.

Les solutions bâtardes ne suffiront pas car la bataille contre la drogue, comme la bataille contre les vietcongs, est menée contre un ennemi "invisible". Le nombre de batailles remportées, c'est à dire le nombre de tonnes de stupéfiants saisis ou de trafiquants arrêtés, ne change rien au problème ; il existera toujours d'autres trafiquants en herbes pour remplacer ceux arrêtés comme il existait toujours des vietcongs pour prendre le fusil de ceux qu'on tuait. *Plus nous gagnerons de batailles contre la drogue, plus le prix sera élevé, plus il y aura de trafiquants, plus les coûts seront élevés et leurs conséquences désastreuses.*

Il est intéressant de constater que le président Clinton qui, il y a 25 ans, dénonçait la guerre au Vietnam (en fumant du haschisch ... sans avaler la fumée) reste aujourd'hui aveugle devant les dégâts de la guerre contre la drogue.

Si cette guerre est ingagnable c'est parce que c'est une guerre contre un marché ; tant qu'il existera une demande pour les stupéfiants, il apparaîtra une offre qui lui donnera satisfaction. Nos politiques, et les milliards qu'elles nous coûtent, sont vouées à l'échec puisqu'elles s'efforcent de détruire l'offre au lieu d'essayer d'alléger la demande. Nos politiciens en s'attaquant à l'offre avec obstination, voir une quasi foi religieuse, oublient les lois fondamentales de tout marché. Des lois que Montesquieu avait compris mieux que tout le monde puisque déjà au XVIIIème siècle il affirmait : "si vous voulez changer les moeurs et les coutumes, vous ne pouvez le faire par la loi".

Si la société considère que la consommation de drogue est vraiment un problème et qu'elle désire faire quelque chose pour en réduire la consommation, alors c'est à la demande et non à l'offre qu'elle doit s'attaquer. Seule la bataille contre la demande peut assurer quelque espoir de succès.

L'étude des conséquences de la pénalisation montre clairement que les "*coûts invisibles*" dont parlait Bastiat dépassent fortement les "*bénéfices visibles*". La politique actuelle ne tient pas debout ; elle nous coûte beaucoup trop chère.

Néanmoins, une majorité de personnes restent convaincues de la nécessité du combat. Elles considèrent que la drogue représente un tel danger que peu importe le prix de la répression, du moment que le produit demeure interdit et ses consommateurs bannis. Pour eux, la drogue combine trop d'aspects infernaux : une propension à tuer, à affaiblir l'organisme, à détruire la productivité, et à entraîner une dépendance de l'individu à la fois physique et psychique. De plus, nous expliquent-ils, ne peut-on pas espérer que, par un renforcement des contrôles aux frontières, on pourrait arrêter l'importation de ces produits venant d'Amérique Latine, du Moyen-Orient ou d'Asie du Sud-Est ?

QUELQUES VERITES SUR LA CONSOMMATION

On fait souvent, dans les médias ou dans certains discours, la distinction entre drogues douces (cannabis, haschisch, marijuana...) et drogues dures (héroïne, cocaïne, morphine...). Il est aujourd'hui largement admis que les drogues dites douces ne présentent pas vraiment de danger pour le corps ou le cerveau, du moins pas plus que l'alcool ou le tabac. Il est donc bien plus intéressant de s'intéresser aux drogues dites "*dures*".

Parlant de l'héroïne, le docteur de Ridder, un médecin allemand affirme : "*la drogue ... fait partie des médicaments comportant le moins d'effets indésirables ou toxiques, également dans le cas d'un usage chronique. Les seuls effets secondaires que l'on peut observer avec une certaine constance sont la constipation et la tendance à uriner*". Les recherches américaines récentes tendent à montrer que même la consommation d'héroïne présente moins de danger pour le corps humain que la consommation d'alcool ou de tabac : "*In fact alcohol and cigarette smoking inflict much more damage on the human body than heroin*". "*There is little evidence that addiction to heroin...actually results in organic damage to the human body*". Le nombre de recherches parues aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Grande-Bretagne démontrant que *les drogues, si elles sont pures et consommées de façon médicalement sûres, ne sont pas plus dangereuses que le tabac ou l'alcool, est impressionnant*. Malheureusement, ces recherches restent ignorées de nos politiciens, de nos médias et donc de nos populations. En réalité, le tabac serait plus dangereux que la marijuana et l'alcool plus destructeur que l'héroïne.

La drogue n'est pas la grande meurtrière que l'on nous décrit souvent. En effet, sur 100 000 consommateurs de tabac, 650 meurent à cause de leur dépendance. Ce chiffre est de 150 pour 100 000 pour l'alcool, de 80 pour l'héroïne et de 4 pour la cocaïne. Quant à la marijuana, il n'a jamais pu être démontré qu'elle pouvait entraîner la mort. Comment l'Etat peut-il expliquer qu'un produit comme la cigarette qui tue 160 fois plus que la cocaïne soit légal et que la poudre blanche reste interdite ? Encore mieux, pourquoi l'Etat français se permet-il de vendre, à travers la SEITA, un produit très dangereux (le tabac) alors qu'il interdit la consommation de marijuana. La politique de répression est incohérente.

L'aspect physique affreux des drogués, spécialement des héroïnomanes, que nous croisons dans la rue ou dont la télévision et les journaux ne se lassent jamais de montrer les images, semblent pourtant contredire ce jugement. Cet aspect apeurant, ainsi que les nombreux accidents liés à la drogue chaque année, ont pour cause principale le fait que la drogue s'achète sur un marché illégal. La pureté de l'héroïne injectée dans les veines laisse souvent à désirer, comme la manière dont elle est injectée. *Pour que l'héroïne ne soit pas dangereuse, il faut qu'elle soit pure et prise dans des conditions optimales ; c'est à dire que sa consommation et sa vente deviennent légales.*

A cause de l'illégalité de leur passion, les toxicomanes sont obligés de mener une vie instable, toujours à la recherche de drogue, à la recherche d'argent, à éviter la police. Ce style de vie ne permet évidemment pas une hygiène irréprochable, ni une alimentation équilibrée, et explique en partie l'aspect physique déplorable de nos héroïnomanes. Un aspect physique qui est probablement rendu plus déplorable encore par les différents microbes ou virus que les drogués peuvent se transmettre lorsqu'ils se partagent une seringue.

Enfin, les individus à aspects pathétiques que nous croisons dans la rue ne représentent après tout qu'une minorité de la population des consommateurs de stupéfiants. Il est tout à fait possible que nos avocats ou nos banquiers prennent du plaisir à fumer un joint de temps en temps, ou à se faire des rails de cocaïne, sans que nous ayons aucun moyen de nous en douter. L'équation établie entre les camés que nous croisons dans la rue et les effets de la drogue est probablement aussi fallacieuse que celle qui lierait les effets de l'alcool à l'aspect physique du clochard alcoolique.

Si nous croyons dur comme fer au caractère meurtrier de la drogue, c'est à cause de recherches dont la particularité est d'étudier les conséquences de l'utilisation des stupéfiants là où l'on a la plus de chances de trouver des toxicomanes : dans les centres de désintoxication. Inévitablement, les conclusions s'en trouvent biaisées dans un sens

apocalyptique. C'est comme si on étudiait les conséquences du tabac dans un hôpital pour malades de cancers du poumon, ou celles de l'alcool dans un centre pour traitement des alcooliques. L'un des traits les plus importants de ces recherches est qu'elles nous portent à croire, à tort, que la drogue entraîne une dépendance hors du commun.

Le FBI estime qu'il y aurait aux Etats-Unis environ 10 à 12 millions de consommateurs de cocaïne dont moins d'un million seraient en situation de dépendance chronique (avec une prise de drogue au moins une fois par semaine ou plus). Ainsi, plus de 90% des consommateurs de cocaïne ne seraient que des utilisateurs occasionnels, prenant de la drogue de temps à autre, à des fins purement récréatives. 15% seulement des consommateurs d'héroïne en seraient physiquement et psychologiquement dépendants. Si l'on accepte ces chiffres, la cocaïne ou l'héroïne se caractériseraient ainsi par un facteur de dépendance à peu près équivalent à celui du tabac, mais plus faible que celui de l'alcool (environ 20%). Il est tout à fait possible de fumer un jour de la marijuana, ou même de s'injecter de l'héroïne, sans pour cela devenir dépendant. Les drogues illégales n'entraînent pas de dépendance plus forte que les *"drogues légales"*. *La dépendance ne dépend pas de la nature du produit "stupéfiant" mais plutôt des caractéristiques personnelles tenant au caractère, à des prédispositions médicales, aux influences du milieu social ou familial etc...*

Pendant la guerre du Vietnam, l'armée américaine mena une grande campagne contre la marijuana ; les fumeurs de joints étaient sévèrement punis et l'approvisionnement en herbe hallucinogène se raréfia. Les soldats consommèrent donc de l'héroïne : plus d'un tiers des soldats américains ayant stationné au Vietnam essayèrent l'héroïne, et plus de la moitié de ce tiers en consommaient régulièrement. A leur retour aux Etats-Unis, moins de 10% de ceux qui avaient essayé cette drogue au Vietnam y retouchèrent. 88% de ceux en qui étaient dépendants au Vietnam, continuèrent à consommer de l'héroïne mais quelques fois par an seulement. Ceci montre que le retour à une consommation modérée est tout à fait possible, même pour un ancien héroïnomane dépendant. On peut essayer l'héroïne plusieurs fois et ne jamais y retoucher ; on peut devenir totalement dépendant puis décider de ne consommer de la drogue que 2 ou 3 fois par an etc ... Tous les scénarii sont possibles, contrairement à l'idée largement répandue selon laquelle une fois que l'on a touché à la drogue, on devient forcément dépendant, et une fois dépendant on le demeure pour le reste de sa vie.

Autre idée fausse : consommer de la drogue empêcherait un individu de travailler. Il est évident que pendant un *"trip"*, un drogué ne peut travailler ; mais une fois qu'il a

retrouvé ses esprits, le toxicomane peut occuper n'importe quelle tâche. En fait, un drogué est plus performant qu'un alcoolique, car alors qu'on ne met qu'une demi heure à retrouver ses esprits après une prise de stupéfiants, plusieurs heures sont nécessaires à la récupération après une cuite à l'alcool.

RENFORCER LES CONTROLES DOUANIERS ?

Aujourd'hui, après plusieurs années de politique de répression extrêmement forte et de contrôles draconiens aux frontières, les Etats-Unis sont exportateurs de marijuana avec une production chaque année qui, d'après la *Drug Enforcement Agency*, dépasse les 40 milliards de dollars.

La marijuana est la plante qui aujourd'hui rapporte le plus devant le maïs (10.8 milliards), le blé ou le soja (9 milliards chacun) et l'orge (4.8 milliards). Parmi les cinq plus grands producteurs, on trouve les Etats de Californie, d'Oregon ou d'Hawaii, mais surtout des Etats sudistes, ruraux, conservateurs et traditionalistes : la Caroline du Nord et le Kentucky. Près de 40% des fermiers du Kentucky cultiveraient de la marijuana afin d'arrondir leurs fins de mois, qui, souvent dans ces régions des Etats-Unis, sont difficiles.

En renforçant les contrôles aux frontières ou en allant détruire les plantes dans les champs, l'Etat américain a poussé vers l'illégalité une partie de sa population que rien ne destinait à enfreindre la loi. Toute personne qui a traversé un tant soit peu le Kentucky ou la Caroline du Nord, peut témoigner de l'esprit civique et de la foi religieuse (baptiste, méthodiste, presbytérienne ...) qui anime ces fermiers.

La marijuana n'est pas la seule drogue cultivée sur le territoire américain. On découvre chaque année des plantations de coca dans le Colorado, le Nevada et l'Utah, des cultures de pavot en Nouvelle-Angleterre. Les services de répression américains effectuent des vols en hélicoptère au-dessus du Mid West afin de vérifier que les fermiers ne plantent pas du pavot ou du cannabis entre les plants de maïs ou de blé.

Les résultats de la répression nous donnent à nouveau une belle leçon sur le fonctionnement de l'économie de marché. La répression ne fait qu'augmenter le prix de la drogue et rend ainsi sa production plus alléchante pour des milliers d'individus bénéficiant en la matière d'un savoir faire minimum. *Ceux qui veulent renforcer les contrôles aux*

frontières ne comprennent pas que de telles mesures ont pour seul effet de déplacer les lieux de production.

Toute la politique de répression est vouée à l'échec. C'est pour cette raison qu'il faut mettre fin au paternalisme dévastateur de l'Etat et légaliser la consommation des stupéfiants.

Une telle légalisation entraînerait, nous dit-on, une explosion de la consommation. Dépenaliser la drogue déclencherait une hécatombe chez nos enfants.

UNE EXPLOSION DE LA CONSOMMATION ?

Pour voir ce qui se passerait avec un marché libre, le mieux est d'examiner le cas des pays qui ont tenté l'expérience de la dépénalisation. En 1985, les Pays-Bas ont décidé de dépénaliser la consommation ainsi que la vente en faible quantité du haschisch. Cette mesure provoqua un net recul et non une augmentation de la consommation.

De même, dans la région de Liverpool, en 1985 on a expérimenté un programme qui permettait aux drogués dépendants de l'héroïne ou de la cocaïne de se fournir leurs doses nécessaires à un prix extrêmement bas. On y a noté une amélioration de l'état physique des toxicomanes suivis par les médecins. L'expansion de la consommation dans cette région a reculé.

Ce fait paradoxal, un recul de la consommation malgré une baisse du prix, s'explique par la nature du produit. La drogue est en effet un produit à très faible élasticité, dont la demande ne change pas à cause du prix. Le café est un exemple de produit "*inélastique*" : la forte chute des cours de café dans les années 80 n'a pas incité les Français à consommer plus de café. Aujourd'hui, celui qui désire consommer de la drogue en consomme, et le prix ne change rien à son habitude. La drogue est un produit très spécifique.

On peut aussi invoquer l'effet de recul de l'interdit. Le caractère illégal des stupéfiants est quelque chose qui fascine les esprits faibles ou l'adolescent en quête de rébellion. Cela lui permet de se situer en marge d'une société qu'il a du mal à comprendre. *La drogue, de par son illégalité, attire une clientèle spécifique. A partir du moment où elle devient légale, elle perd cet attrait.*

La raison principale de l'expansion de la consommation enregistrée ces dernières années est, paradoxalement, le fait que la drogue est illégale. Attiré par le potentiel d'immenses profits, le trafiquant s'efforce de trouver de nouveaux clients. Ruiné par ses dépenses, le toxicomane va essayer de convaincre ses amis de se "*shooter*" aussi afin de se faire de l'argent. Une fois la drogue légalisée, et le prix redescendu à un niveau raisonnable, il n'existe plus aucun besoin de se transformer en dealer. C'est ainsi que l'expansion de la consommation a été freinée à Liverpool comme à Amsterdam.

Les parents qui continuent de s'y opposer ne réalisent pas que le véritable problème c'est la répression elle-même. *La légalisation n'aurait pas pour effet d'entraîner une envolée de la consommation des jeunes, comme tout le monde l'affirme, mais viderait toutes les écoles des trafiquants de drogue. Les "jeunes" seraient enfin protégés de la drogue car ils n'y seraient plus confrontés.* Aujourd'hui, il y a rarement de cas d'alcoolisme marqué chez les jeunes, car personne n'attend la sortie des élèves avec une bouteille de whisky sous le bras. Il n'existe qu'une seule façon de faire en sorte que personne n'attende la fin des classes la poche remplie de stupéfiants : faire disparaître le profit lié au trafic.

Une étude de la *Drug Policy Foundation* montre que 97% des Américains ne changeraient pas leurs habitudes de consommation de cocaïne ou d'héroïne si la vente était légale.

Rappelons-nous l'expérience de la prohibition des alcools dans les années 1930. Au début, la consommation chuta un peu. Mais quelques années plus tard, elle dépassait de 60 à 70% son niveau initial. Après la légalisation elle rechuta de nouveau. Depuis cette époque, le pourcentage d'alcooliques américains par rapport à la population totale du pays est resté quasiment identique à ce qu'il était aux grandes heures de la prohibition.

La consommation de drogue ne dépend pas du prix du produit, ni des interdits imposés par l'Etat. Malgré les différences de prix et la variété des sanctions pénales, partout en Europe on constate à peu près le même taux de toxicomanie chez les jeunes. Le facteur déterminant des habitudes de consommation semble être la nature de la relation parent-adolescent. A côté de la situation familiale, d'autres études soulignent aussi l'importance des groupes de fréquentations. *Ainsi, si l'Etat désire freiner à la consommation, il ferait mieux de renforcer la famille et les bases morales du pays.*

En conséquence, il est permis d'affirmer qu'un recul de l'interdit portant sur la drogue et des prix de marché n'entraîneraient aucune envolée de la consommation, mais

plutôt un recul probable de la toxicomanie à la fois chez nos jeunes et dans le reste de la population. Lorsque l'alcool fut légalisé en 1933, aux Etats-Unis, la consommation, la violence, la corruption chutèrent. Or, il n'existe aucune différence entre l'alcool et les drogues, si ce n'est que l'alcool est encore plus mauvais pour l'organisme que la drogue.

ET LE CRACK ?

La légalisation de la consommation de l'alcool entraîne des externalités négatives dont le coût est souvent supporté par la société. Chaque année des milliers de gens sont tués sur les routes par des automobilistes en état d'ivresse. La cigarette comporte elle aussi des conséquences secondaires fâcheuses, comme le fait d'imposer sa fumée à ses voisins. Lorsque l'on évoque les externalités de la consommation de drogue, on pense immédiatement aux "*crack babies*" - ces bébés nés en état physique lamentable car leurs mères fumaient du crack. En leur nom, Georgina Dufoix estimait, lorsqu'elle était ministre de la Santé du gouvernement français, que la poursuite de la répression était essentielle.

Le crack est un dérivé impur de la cocaïne qui détruit les neurones et l'organisme relativement rapidement. Contrairement aux autres drogues évoquées jusqu'à présent, le crack peut entraîner chez son consommateur des réactions violentes. Il est vrai qu'un consommateur de crack devient vite agressif et dangereux lorsqu'il est sous l'emprise du produit. Sa dépénalisation pose donc un problème particulier.

Au début des années 1980, le prix de la cocaïne était si élevé qu'elle n'avait pas encore fait irruption dans les quartiers noirs ou défavorisés. Les seuls à en consommer étaient les gens aisés issus des milieux artistiques, financiers ou universitaires. Les noirs, quant à eux, fumaient surtout de la marijuana. Les chefs de file de la minorité noire, comme Jesse Jackson, se félicitaient donc du prix élevé de la cocaïne, en expliquant que cela protégeait la communauté noire contre ce fléau.

Au milieu des années 80, le crack est apparu dans les quartiers noirs comme une formidable réponse du marché à Jesse Jackson. On avait inventé une nouvelle sorte de cocaïne, plus dangereuse, mais moins chère. La nouvelle forme de cocaïne bon marché permettait aux trafiquants de conserver les énormes profits liés à la vente de cocaïne pure, tout en gagnant de nouveaux marchés grâce à la vente d'une marchandise de qualité inférieure. Ce nouveau produit, très dangereux, attirait peu les classes sociales aisées.

En interdisant la consommation de drogue et en essayant d'en bloquer la circulation, l'Etat a en fait favorisé l'apparition de drogues plus fortes et plus dangereuses : le crack, le PCP, le Angel Dust...

Aujourd'hui, le seul moyen de faire disparaître le crack, avec tout ses effets négatifs, passe par le retour au marché. Placé en concurrence avec l'héroïne ou la cocaïne, sur une même base de prix, le crack ne peut pas survivre. Les toxicomanes, pour le même coût, préféreront consommer de la cocaïne plutôt que du crack.

QUEL DISTRIBUTEUR ?

Reste le problème de la distribution. Devrait-on laisser les trafiquants actuels s'emparer du marché, ou faudrait-il confier à l'Etat le monopole de la distribution des stupéfiants ?

Evoquer la possibilité de voir l'Etat distribuer de la drogue suffit à faire pousser des cris d'horreur à la majorité des gens. Beaucoup sont scandalisés à l'idée que l'Etat puisse devenir "*assassin*" en se rabaissant à devenir commerçant de stupéfiants (il est probablement inutile de rappeler que l'Etat français par l'intermédiaire de la SEITA distribue déjà produits qui sont au moins aussi toxiques). Néanmoins, de nombreuses personnes considèrent que, en cas de légalisation, la griffe de l'Etat resterait nécessaire afin de garantir une certaine qualité et des prix pas trop élevés.

On peut craindre qu'un monopole de l'Etat sur le trafic de la drogue ait les mêmes résultats que le monopole de l'Etat sur le trafic du sang : une hécatombe. Au mieux, l'entreprise nationale chargée de la distribution des stupéfiants fournira un produit de mauvaise qualité à un prix surélevé, car elle sera en position de monopole (exemples : Air France, France Télécom, SNCF...). Il n'existe aucune caractéristique particulière au produit "*drogue*" qui nécessiterait que ce produit soit détenu par un monopole étatique.

La meilleure façon d'avoir une drogue de qualité, à un prix correct, est d'avoir un marché totalement ouvert. Très rapidement, un certain nombre d'entreprises développeront auprès de la clientèle une réputation de qualité et de sérieux. Les compagnies proposant de la drogue impure seront liquidées du marché par la fuite de leurs clients vers des marques plus sûres. C'est le marché qui garantira la production d'une drogue de qualité.

Si la drogue était distribuée par le secteur privé, il n'y aurait aucune raison que son prix reste élevé. Certains craignent la formation de cartels regroupant de grands producteurs qui chercheraient à maximiser leurs profits sur la dépendance des toxicomanes. Néanmoins, la drogue étant un produit agricole comme un autre, rien n'empêcherait le paysan individuel de cultiver sa drogue, ou le toxicomane de planter quelques graines de marijuana dans son jardin.

UNE DEPENALISATION TOTALE EST URGENTE

Malgré les études, les pamphlets, les bavures de police, la croissance du SIDA, la drogue demeure aujourd'hui illégale. Nous ne pouvons que déplorer le maintien d'une politique aux effets dévastateurs et être affligés par le niveau d'irresponsabilité de nos politiciens comme de nos concitoyens. La question de la responsabilité personnelle est au coeur du problème de la dépénalisation : l'Etat refuse de reconnaître aux citoyens une responsabilité qui pourtant leur appartient et à laquelle ils sont aujourd'hui de toute façon confrontés : "*ai-je envie de prendre de la drogue ?*". Tout est fait pour que le citoyen n'ait pas à se considérer comme responsable ; l'irresponsabilité est même présente au coeur de la terminologie ; on dit "*la drogue a tué un jeune*" et non "*un jeune a décidé de prendre de la drogue, quitte à mourir*". Comme le souligne Guy Sorman, la drogue tue autant les jeunes que les arbres se jettent sur les voitures !

A une certaine époque, les sorcières étaient accusées de tous les crimes possibles et imaginables ; ensuite les juifs devinrent les véritables boucs-émissaires de nos sociétés. Aujourd'hui, ce rôle est rempli parfaitement par les drogués : ils vivent de façon marginale, possèdent des plaisirs et des rites différents des nôtres et sont persécutés de façon tout aussi violente que le furent les juifs ou les sorcières. Nous les accusons de tous les crimes, (souvent avec raison puisque c'est la politique de nos sociétés qui, en les excluant, les pousse au crime). Les drogués sont des citoyens de seconde classe ; des indésirables, des intouchables. Néanmoins, ils forment une partie importante de la société et nous devons les accepter. Nous devons aussi accepter avec responsabilité le fait que la drogue est une réalité permanente, qui ne pourra être facilement éradiquée. Il est vital d'arrêter cette politique d'exclusion aux effets couteux et dévastateurs.

La politique de répression contre la drogue menace la liberté des individus, engendre des inégalités scandaleuses entre les citoyens (inégalités face au crime, ascension sociale etc...), et tue tout esprit de fraternité puisqu'une partie entière de la population est

marginalisée et méprisée. La devise de tout Etat prohibitionniste devrait être "CONTROLE, CORRUPTION, MARGINALISATION".

Bibliographie sommaire :

BANDOW Doug : "Dealing With Legalization", The American Prospect, Hiver 1992

BANDOW Doug : "War on Drugs or War on America ?", Stanford Law & Policy Review, Automne 1991

BROOK J, WHITEMAN M et al. : "Personality, Family and Ecological Influences on Adolescent Drug Use : A Developmental Analysis", in Coombs, *The Family Context*

LISKA Ken : *Drugs and the Human Body : with Implications for Society*, New York : Macmillan 1990

NEWCOMB M D et al. : "Correlates of Cocaine Use Amongst Adolescents", Journal of Drug Issues 18, n° 3 1988.

POMMEREHNE W W, HART A : "Drogue, le point de vue de l'économiste". Futuribles n° 174, mars 1993

STALEY Sam : *Drug Policy and the Decline of American Cities*, New Brunswick : Transaction Publishers 1992

"Police Defeated in War Against Drug Epidemic", Sunday Times, le 29 mai 1994

"Georgina Dufoix et la drogue", Paris-Match, Décembre 1989